

LE 9 MAI 2019

EN GREVE POUR L'AVENIR DE LA FONCTION PUBLIQUE

ET POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI



Les 5,45 millions d'agents de la Fonction publique sont aujourd'hui le cœur de cible des politiques dévastatrices du gouvernement. **Malgré un vote unanime des neuf organisations syndicales contre le projet de loi Fonction publique, le gouvernement persiste à vouloir imposer**

CETTE LOI DE CASSE SOCIALE

OUI à la
démocratie
sociale
retrait du projet de
loi !

OUI à
l'emploi
statutaire
retrait du projet de
loi !

OUI à
l'augmentation
des salaires
retrait du projet de
loi !

OUI aux
droits des
agents
Retrait du projet de
loi !

Depuis son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron a multiplié les attaques : gel de la valeur du point, rétablissement du jour de carence, remise en cause de missions publiques, nouvelles et massives suppressions d'emploi.

A présent, **IL S'ATTAQUE FRONTALEMENT AU STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES** : recours accru au non-titulariat alors que déjà plus d'un million de contractuels officient déjà dans la Fonction publique, extension de la part individualisée de la rémunération nourrissant discrimination et clientélisme, mobilité contrainte et droit à mutation bafoué, ruptures conventionnelles, contrats de mission, remise en cause des CAP, fusion dans une instance unique des Comités techniques et du CHSCT.





Les services publics et la fonction publique appartiennent à tous. Protégeons-les !

Le projet de loi dit de transformation de la fonction publique vient d'être présenté au Conseil des Ministres. Le gouvernement souhaite le faire valider par le Parlement avant l'été.

Non, ce projet de loi ne concerne pas uniquement la gestion des agent-e-s de la fonction publique. Au contraire, il vous concerne toutes et tous, en tant qu'usager-e.

Il s'agit de pierres permettant de modifier en profondeur la fonction publique et de fragiliser les services publics. Ce sont des attaques sans précédent.

Ce projet de loi va faciliter, par la généralisation du recours au contrat, parfois sur des contrats de mission, les restructurations, les suppressions, externalisations ou privatisation des missions de service public !

Ce projet de loi ne répond pas aux besoins actuels exprimés par les français depuis plusieurs mois qui souhaitent une fonction publique plus proche, plus humaine sur tous les territoires !

Non, ces réformes ne sont pas portées par la volonté d'un meilleur service public mais bien par des principes de coupes budgétaires.

Les promesses de modernisation risquent de se traduire en réalité par une dégradation des services publics. C'est en fait moins de services publics qui nous attend toutes et tous.

Les services publics ont pour mission de satisfaire les besoins collectifs :

- ✓ en permettant la prise en charge de toutes et tous, quel que soit leur âge, leur origine et leur situation financière, et sociale, et non selon le patrimoine
- ✓ sur l'ensemble des territoires ruraux comme urbains
- ✓ en protégeant les plus faibles et non en confortant les plus forts
- ✓ en rendant possible une véritable redistribution des richesses

**Revendiquons des services publics, accessibles à toutes et à tous,
qui servent et aident l'usager-e et réduisent les inégalités et assurent la cohésion sociale.**

Les services publics doivent être assurés :

- ✓ par une fonction publique à la neutralité indispensable et donc non soumise à des intérêts privés
- ✓ en garantissant l'impartialité de ses agent-e-s, leur indépendance du politique, et en mettant fin au pantouflage et aux conflits d'intérêt

**Bâtissons toutes et tous le service public de demain,
un service public toujours juste et protecteur, pour l'usager-e.**

**Ensemble pour une fonction publique au service de toutes et tous.
Journée d'action et de grève
JEUDI 9 MAI**